



MISS POORSHIA (elle)



Un engagement intersectionnel pour les droits des personnes transgenres au Cameroun

Au Cameroun, les rapports sexuels entre deux personnes de même sexe et le travail du sexe sont punis par les articles 347 bis et 143 du code pénal. Miss Poorshia*, femme transgenre, travailleuse du sexe et activiste pour les droits témoigne :

*"J'ai vécu une enfance assez douloureuse. Au départ, durant mon adolescence je n'avais pas conscience de ma transidentité, c'est en faisant des recherches que j'ai connu certaines organisations touchant des populations LGBT que j'ai commencé à me poser certaines questions. Ces activités et ces rencontres m'ont permis de comprendre que j'étais non pas un homosexuel, une personne cis, mais une femme Trans. Vivre ce moment, c'est dur, très dur... **Vous vous demandez si vous avez le droit de vivre, si vous avez le droit de parler.**"*

Elle se sent isolée au sein d'une famille conservatrice et hétéronormée, ne sachant pas comment les "sensibiliser" à la transidentité. Après avoir tenté de l'annoncer à ses proches, ceux-ci la rejettent, l'agressent **verbalement et physiquement** : "Vous n'avez plus le droit de vivre avec eux car vous risquez de contaminer vos frères ou

parce qu'on vous traite de sorcier."

Encore mineure, forcée de partir de chez elle et en l'absence de maisons de refuge, elle se retrouve en situation précaire chez des amies, travailleuses du sexe. Il lui faut alors subvenir à ses besoins : "Avec d'un côté, le monde professionnel qui vous rejette et de l'autre, les copines qui m'ont plus ou moins accepté et poussé à faire ce boulot, j'ai commencé à vendre mon corps [...] **Pour moi, c'est un métier et je suis fière de pouvoir en parler**, mais ce ne l'est pas pour toutes les femmes Trans et encore moins pour le reste de la population."

“

Quand vous êtes une femme Trans travailleuse du sexe vous subissez des discriminations intersectionnelles, et si vous êtes séropositive, c'est encore pire.

”

* Miss Poorshia est un pseudonyme utilisé pour les besoins de cet entretien

Miss Poorshia est confrontée à une **transphobie institutionnelle et sociétale** qui met en danger sa sécurité physique et la jouissance de ses droits humains : « *Quand vous êtes une femme Trans travailleuse du sexe vous subissez des discriminations intersectionnelles, et si vous êtes séropositive, c'est encore pire.* »

Au Cameroun, la transidentité n'est pas illégale mais **identité de genre et homosexualité sont souvent associées**. Même si l'article 347 ne condamne pas les personnes transgenres, il est néanmoins utilisé pour pénaliser ces dernières : « *On peut être réduit au silence que ce soit par le jugement des autorités, des forces de l'ordre ou même par le reste de la population. On a peur des représailles sociétales. Nos droits sont donc encore plus bafoués.* »

La stigmatisation est d'autant plus accentuée si la personne ne correspond pas aux normes cisgenres : « *J'ai subi des agressions verbales, psychologiques et insidieuses. [...] Une femme chez qui on peut remarquer des caractères masculins, la vie est très dure pour elle. Personnellement, je suis une belle femme, on me dévisage dans la rue et pour m'éviter la discrimination et la stigmatisation, j'essaie de parler le moins possible, sinon on peut se poser des questions.* »

Les hôpitaux sont la représentation des discriminations structurelles et inhérentes aux institutions publiques au Cameroun : victimes de

stigmatisation, les femmes transgenres sont souvent ignorées par le personnel soignant, au profit des patient·e·s cisgenres : « *En plus de ça, en sortant, certaines personnes peuvent monter une embuscade ou peuvent vous lyncher d'une manière ou d'une autre. Certaines femmes Trans préfèrent presque mourir à cause de la maladie plutôt que d'aller dans ces institutions.* »

Lorsque Miss Poorshia contracte une MST en exerçant son activité professionnelle, elle préfère donc s'automédiquer. C'est en faisant des recherches pour des éventuels traitements qu'elle commence à fréquenter des associations ciblant les minorités sexuelles et de genre, où elle bénéficie notamment d'un suivi psychologique.

« *Ce sera mon premier pas en direction du milieu communautaire. Cela m'a permis de faire la rencontre de personnes Trans et j'ai lié de grandes affinités avec elles et j'ai pu me dire que je n'étais pas seule. J'étais une bénéficiaire assez calée et ouverte. Ensuite, j'ai souhaité m'engager dans la communauté LGBT et particulièrement dans la communauté Trans, c'est ainsi que je suis passée de bénéficiaire à activiste.* »



Je veux vraiment que les associations des droits humains prennent plus en compte les causes spécifiquement trans.

D'abord engagée dans des associations cis gay, elle se rend compte de la présence d'une "discrimination insidieuse" qui invisibilise les besoins de la communauté trans, qu'ils soient psychologiques ou sanitaires. C'est en recevant nombre de messages de la part de personnes trans qu'elle prend conscience de l'urgence.

Depuis quatre ans, Miss Poorshia est à la tête d'une association plus inclusive, qui rassemble à la fois les personnes transgenres, non-binaires, migrantes, issues de minorités ethniques et travailleur·euse·s du sexe.

"Nos bénéficiaires peuvent donc participer à des causeries éducatives sur les IST, le VIH/SIDA, les droits humains et à des activités de sensibilisation en direction des autorités étatiques comme les hommes de média." [...] "Il faut permettre aux personnes concernées de prendre la parole pour parler de leurs vécu et non les mettre dans de grands paniers qui les conduisent à être sous-représentées."

L'engagement de Miss Poorshia en faveur des droits humains pour la communauté transgenre et travailleuse du sexe ainsi que l'accès aux soins de santé pour les patient·e·s atteint·e·s de VIH/SIDA dépasse le cadre local. À ses yeux, "si on ne traite pas toute la population [contre le VIH/SIDA, nldr], le travail ne sera jamais effectif." De plus, il faut trouver une manière plus efficace de sensibiliser pour éviter les risques de "représailles".

Il faut lutter contre de nombreux **préjugés sociétaux** et sensibiliser l'opinion publique, tout en renforçant le **plaidoyer au niveau national et international** en prenant en compte les spécificités liées aux questions de genre et de la transidentité. Elle encourage le suivi des recommandations politiques afin d'obtenir des avancées concrètes, ainsi que les activités de sensibilisation sur le terrain en direction de l'Etat Camerounais, des prestataires de santé et des forces de police.

"Je veux vraiment que les associations des droits humains prennent plus en compte les causes spécifiquement Trans."

Propos recueillis par Victor Philippon
Agir ensemble pour les droits humains

